



cpdp
comité
professionnel
du pétrole

PÉTROLE 2014

PÉTROLE 2014

CPDP

212 avenue Paul Doumer
92508 Rueil-Malmaison Cedex • France
Tél. : (33) 01.47.16.94.60
Fax : (33) 01.47.08.10.57
<http://www.cdpd.org>



2014, un nouveau choc pétrolier !

Nous sommes à la mi-2015 et cette nouvelle édition de la brochure « Pétrole 2014 » vous présente une actualisation des données du monde pétrolier, avec les bilans de l'année 2014. Les conséquences du choc de septembre 2014 sont identifiables dès la consultation du prix du baril de Brent qui oscille entre 60 et 65 \$ depuis quelques semaines, alors que l'OPEP maintient ses quotas à 30 Mb/j et que les stocks américains sont au plus haut avant la période estivale. Les États-Unis sont passés au premier rang des producteurs, avec un volume moyen de 12,6 Mb/j depuis le début de l'année.

Que s'est-il passé ? Depuis trois ans, les États-Unis ont augmenté chaque année leur production de 1,5 Mb/j, à partir des pétroles de schiste. Sous cet effet, l'offre de pétrole brut est devenue surabondante avec une demande qui est restée atone. Les stocks au sein de l'OCDE sont très élevés alors que, dans le même temps, la consommation en Chine et en Inde s'est stabilisée. Des intérêts divergents entre l'Arabie saoudite, la Russie et les États-Unis se sont exprimés. Face aux développements américains, les Saoudiens ont décidé de maintenir leur part de marché et ainsi de contrer l'essor des ressources concurrentes au coût d'exploitation élevé. Par ailleurs, la Russie, isolée sur le plan diplomatique, a besoin de devises. Cela l'a conduite à faire légèrement progresser ses extractions, à 11 Mb/j. Enfin, les États-Unis recherchent leur autonomie énergétique ; toutefois le nombre de rigs pour le pétrole de schiste, qui ne cessait d'augmenter, est passé en un an de juin à juin, de 1 861 à 861 unités. La production reste cependant soutenue grâce à une amélioration de la productivité. À noter, enfin, que la situation géopolitique de l'Irak, de l'Iran et de la Libye semble à l'heure actuelle un paramètre de second ordre. Ainsi, fin 2014, nous avons pu observer la chute du prix moyen du pétrole brut importé en France, celui-ci passant de 609 €/t en juillet à 433 €/t en décembre.

Face à ce constat, les négociations sur le climat sont conduites avec de nouveaux éléments. Le repli des prix des énergies fossiles est un signal qui handicape le développement des énergies renouvelables, prises en tenaille entre l'objectif de limiter le réchauffement à 2 °C à horizon 2030, les besoins de financement et la vie économique.

La France relève toutefois le défi. Initiés dès 2013, les travaux législatifs relatifs à la loi sur la transition énergétique et la croissance verte arrivent bientôt à leur terme, après de nombreux débats parlementaires. Cela se décline par le scénario AMS2 de la DGEC pour la mise en œuvre de l'intégralité des mesures en vue de 2030. Pour le pétrole, l'objectif est une réduction entre 2010 et 2030 de 38,8 % de la consommation finale. Le chauffage résidentiel devrait disparaître avec une chute de 91 %. Le transport réduirait son empreinte de 27 %, considérant que plus de 95 % de la mobilité est soutenue par les produits pétroliers ; les évolutions technologiques permettant de se positionner sur cette trajectoire.

Face à ces enjeux, l'outil industriel est très fortement sollicité. Depuis 2010, quatre raffineries ont cessé leur activité en France et deux autres ont bénéficié d'investissements lourds pour s'adapter au marché. Quoique précaire, une relative stabilité de la consommation des carburants routiers s'est installée. En effet, les livraisons de supercarburants et de gazole sur le marché français se sont établies, respectivement, à 9,4 M.m³ et à 40,7 M.m³ en 2014, très proches de celles de 2013. La course à l'adaptation de l'outil de raffinage pourrait se fixer autour de cet équilibre ! La consommation française totale d'hydrocarbures, quant à elle, est évaluée à 73,7 Mt en 2014, en repli de 2,5 %.

En conclusion, cette année encore, le monde de l'énergie est sous les feux de la rampe. Le point d'orgue sera à Paris en décembre 2015 avec la COP 21. Même si les énergies renouvelables monopolisent le débat, le bilan de la répartition de la consommation d'énergie finale en 2014 est éloquent avec 42 % pour les produits pétroliers, 25 % pour l'électricité et 19 % pour le gaz ! Le pétrole ne devra donc pas être occulté de la scène des négociations internationales.



Sommaire

2014, un nouveau choc pétrolier !	3
CHRONOLOGIE	8
LE PÉTROLE DANS L'ÉCONOMIE FRANÇAISE	23
I - L'ÉCONOMIE FRANÇAISE	25
1 - Revue d'ensemble	25
2 - Principaux indicateurs économiques mensuels	27
II - LA PLACE DE L'ÉNERGIE	28
1 - Dans la production nationale	28
2 - Dans le budget général	28
3 - Dans la consommation des ménages	28
4 - Dans les indices de prix	28
5 - Dans le commerce extérieur français	29
6 - Dans la comptabilité nationale	30
III - LE PÉTROLE ET LES AUTRES ÉNERGIES	31
1 - Bilan énergétique de la France	31
2 - Combustibles minéraux solides (houille, lignite, coke et agglomérés)	36
3 - Électricité	38
4 - Gaz naturel	40
5 - Énergies renouvelables	42
6 - Perspectives énergétiques de la France	44
IV - LE PÉTROLE ET LES TRANSPORTS	46
1 - Transports routiers	46
2 - Transports maritimes	50
3 - Transports ferroviaires	51
4 - Transports aériens	52
V - PÉTROLE ET ÉNERGIE DANS L'INDUSTRIE	53
1 - Achats de produits énergétiques en unité propre en 2013	53
2 - Achats en valeur en 2013	53
3 - Prix moyen d'achat en 2013	54
4 - Consommation de combustibles usuels en 2013	54
5 - Consommation totale de combustibles en 2013	55
6 - Consommation totale d'énergie en 2013	55
VI - PÉTROLE ET ÉNERGIE DANS LE SECTEUR RÉSIDENTIEL ET TERTIAIRE	56
1 - Bilan de consommation du secteur résidentiel et tertiaire par énergie	56
2 - Ventilation entre le résidentiel et le tertiaire	56
3 - Consommation par énergie et par usage du secteur domestique	57
4 - Chauffage urbain	57
5 - Parc des chauffages centraux des résidences principales	58
6 - Chauffages centraux des résidences principales neuves	59
VII - ENVIRONNEMENT	60
1 - Les engagements internationaux de la France en matière de réduction de la pollution atmosphérique	60
2 - Les mesures adoptées par la France	62
a - La stratégie nationale de transition énergétique et écologique	62
b - Marché des quotas d'émission de CO ₂	63
c - Du Facteur 4 aux scénarios prospectifs énergie-climat-air	64
d - Émissions de GES directs au format « Plan Climat » en France-Kyoto	65
e - Inventaire des émissions de produits polluants dans l'air en France	66
VIII - CERTIFICATS D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE	68

L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE FRANÇAISE

73

I - DONNÉES GÉNÉRALES	75
1 - Revue de l'industrie pétrolière	75
2 - Bilan pétrolier 2014 (provisoire)	77
3 - Évolution générale (tableau récapitulatif)	78
4 - Évolution offre-demande	80
II - RECHERCHE-PRODUCTION EN FRANCE	82
1 - Domaine minier	82
2 - Activité de géophysique	88
3 - Activité de forage	88
4 - Réserves	88
5 - Production	89
a - Pétrole brut	89
b - Gaz naturel	90
c - Hydrocarbures extraits du gaz naturel	90
d - Produit connexe	90
III - COMMERCE EXTÉRIEUR	91
1 - Importations de produits à distiller	91
2 - Importations de produits finis	93
3 - Exportations de produits finis	94
4 - Facture pétrolière et énergétique	97
IV - TRANSPORT DE PÉTROLE BRUT	98
1 - Flotte pétrolière française (pétroliers au long cours)	98
2 - Pipelines de pétrole brut	99
V - RAFFINAGE	103
1 - Capacité de traitement des raffineries françaises	103
2 - Pétrole brut traité dans les raffineries françaises	106
3 - Production des raffineries	107
4 - Détail des expéditions par raffinerie	108
5 - Marges brutes de raffinage	109
VI - STOCKAGES	110
1 - Évolution des capacités globales	110
2 - Détail des capacités de stockages-raffinage	110
3 - Capacités de stockages-distribution	111
4 - Stocks	113
5 - Stocks stratégiques pétroliers	114
VII - TRANSPORTS DES PRODUITS PÉTROLIERS RAFFINÉS	117
1 - Pipelines de produits finis	117
2 - Caboteurs	121
3 - Chalands	122
VIII - PARAPÉTROLIER	123
IX - IFP ENERGIES NOUVELLES	124

LE MARCHÉ FRANÇAIS DES PRODUITS PÉTROLIERS

125

Évolution de la consommation depuis 1973	127
I - TABLEAUX D'ENSEMBLE	128
Évolution des consommations annuelles	128
Évolution mensuelle de la consommation	130
II - DÉTAIL PAR PRODUIT	132
Supercarburants	132
Gazole	134
Biocarburants	136
Ventilation estimée de la consommation de supercarburants et de gazole	136
La distribution des carburants routiers	137
Fioul domestique et gazole non routier	139
La distribution du fioul domestique et du gazole non routier	141
Fiouls lourds	142
Ventilation des ventes de fiouls lourds dans l'industrie	144
Carburéacteur	145
Essence aviation	146
Essences spéciales	146
White-spirit	146
Pétrole lampant	146

Lubrifiants.....	147	5 - Capacités de raffinage.....	210
Cires.....	148	6 - Flotte pétrolière mondiale.....	213
Paraffine.....	148	7 - Trafic pétrolier mondial.....	214
Coke de pétrole.....	148	8 - Consommations pétrolières dans le monde.....	216
Bitumes.....	148	9 - Stocks stratégiques dans l'OCDE.....	219
Gaz de pétrole liquéfiés.....	149	10 - OPEP.....	221
III - PÊCHE ET PORTS (SOUTES EXCLUES).....	150	III - GAZ NATUREL : DONNÉES GÉNÉRALES.....	230
IV - MARCHÉ DES SOUTES MARITIMES.....	151	1 - Réserves mondiales.....	230
V - DÉPARTEMENTS ET COLLECTIVITÉS D'OUTRE-MER.....	153	2 - Production commercialisée mondiale.....	231
ANNEXES.....	155	3 - Consommation mondiale.....	232
Spécifications des principaux produits pétroliers distribués sur le marché intérieur.....	155	IV - ACTIVITÉS PÉTROLIÈRES : DÉTAIL PAR ZONE.....	235
Rôle du Comité technique d'utilisation des produits pétroliers - CTUPP.....	157	1 - Amérique du Nord.....	235
Climatologie et consommations pétrolières.....	158	États-Unis.....	236
		Canada.....	240
		2 - Amérique latine.....	241
		Vénézuéla.....	242
		Brésil.....	244
		Mexique.....	246
		3 - Afrique.....	247
		4 - Europe.....	250
		Le pétrole dans l'Union européenne (28).....	251
		Détail par pays.....	276
		Allemagne Fédérale.....	276
		Belgique.....	279
		Pays-Bas.....	282
		Espagne.....	284
		Italie.....	287
		Royaume-Uni.....	290
		Autres pays membres de l'Union européenne (28).....	293
		Autriche.....	293
		Bulgarie.....	293
		Chypre.....	294
		Croatie.....	294
		Danemark.....	294
		Estonie.....	295
		Finlande.....	295
		Grèce.....	296
		Hongrie.....	296
		Irlande.....	297
		Lettonie.....	297
		Lituanie.....	298
		Luxembourg.....	298
		Malte.....	298
		Pologne.....	299
		Portugal.....	299
		République Tchèque.....	300
		Roumanie.....	300
		Slovaquie.....	301
		Slovénie.....	301
		Suède.....	302
		Autres pays d'Europe.....	302
		Islande.....	302
		Norvège.....	302
		Suisse.....	305
		Turquie.....	305
		Communauté des États Indépendants.....	306
		5 - Extrême-Orient/Océanie.....	310
		Japon.....	311
		Chine.....	314
		Facteurs de conversion.....	316
PRIX ET TAXATION DES PRODUITS PÉTROLIERS.....	163		
I - COTATIONS MONDIALES ET FRETS PÉTROLIERS.....	165		
1 - Cotations mondiales des pétroles bruts.....	165		
2 - Cotations des produits raffinés.....	173		
a - Évolution annuelle 2005-2014 (cargo c.i.f. NWE) ...	173		
b - Évolution mensuelle 2011-2014.....	173		
3 - Frets pétroliers.....	174		
a - Évolution des taux de base « Worldscale ».....	174		
b - Évolution des taux de fret (par référence au barème Worldscale flat = 100).....	175		
II - PRIX ET TAXES.....	176		
1 - Prix de vente des produits pétroliers en France métropolitaine.....	176		
a - Revue de l'année 2014.....	176		
b - Évolution et structure des prix.....	178		
c - Structures des prix TTC à la consommation.....	179		
d - Marges brutes de distribution.....	179		
2 - Évolution par produit.....	180		
a - Supercarburants, Gazole, GPLc.....	180		
b - Fioul domestique et Fioul lourd.....	182		
3 - Taxation des produits pétroliers.....	184		
a - Montant des droits, taxes et redevances perçus par la douane.....	184		
b - Part de la taxation dans les prix à la consommation des produits pétroliers.....	185		
c - Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques.....	186		
d - Prélèvement supplémentaire de TGAP sur les carburants incorporant un niveau insuffisant de biocarburants.....	187		
e - Détaxes et déductibilité de la TVA.....	187		
III - PRIX DES DIFFÉRENTES ÉNERGIES.....	188		
1 - Indices des prix de production de l'industrie française pour le marché français.....	188		
2 - Évolution, en indices, des prix à la consommation.....	189		
3 - Le poids de l'énergie dans l'indice des prix à la consommation.....	190		
4 - Évolution comparative des prix de l'énergie.....	190		
LE PÉTROLE DANS LE MONDE.....	193		
I - PRODUCTION ET CONSOMMATION D'ÉNERGIE PRIMAIRE.....	196		
1 - Production mondiale d'énergie.....	196		
2 - Consommation mondiale d'énergie.....	197		
3 - Production et consommation mondiales de combustibles solides.....	200		
4 - Énergie nucléaire.....	201		
II - PÉTROLE : DONNÉES GÉNÉRALES.....	203		
1 - Évolution des principaux indicateurs.....	203		
2 - Puits pétroliers en exploitation dans le monde.....	204		
3 - Réserves mondiales de pétrole brut (réserves prouvées).....	205		
4 - Production mondiale de pétrole brut.....	207		

Liste des cartes

LE PÉTROLE DANS L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Centrales électriques au 30 juin 2014	39
Gaz : les réseaux de transport	41

L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE FRANÇAISE

Pétrole en France	81
France : titres miniers d'hydrocarbures (Île-de-France - Aquitaine)	87

OLÉODUCS DE PÉTROLE BRUT

Sud-Européen	100
Île-de-France	101
Parentis - Ambès	102
Vic-Bilh - Lacq, Pécorade - Lacq, Lacq - Le Boucau et Lagrave - Vic-Bilh	102
France : principaux centres de stockage de produits blancs et de fiouls	112

OLÉODUCS DE PRODUITS FINIS

Trapil	118
Donges-Melun-Metz	118
Méditerranée-Rhône	120

LE MARCHÉ FRANÇAIS DES PRODUITS PÉTROLIERS

Marché des soutes maritimes	151
-----------------------------------	-----

LE PÉTROLE DANS LE MONDE

Réserves de pétrole brut	207
Canal de Suez	215
OPEP : principaux flux de pétrole brut et de produits raffinés	222
Moyen-Orient et golfe Arabo-Persique	228
Réserves de gaz naturel	230

AMÉRIQUES

Canada/États-Unis/Mexique	238
Vénézuéla	243
Brésil	245

AFRIQUE

Afrique	248
---------------	-----

EUROPE

Oléoducs et raffineries en Europe	254
Le gaz naturel en Europe	274

CARTES PÉTROLIÈRES D'EUROPE

Allemagne Fédérale	277
Belgique / Pays-Bas	281
Espagne / Portugal	285
Italie	289
Royaume-Uni	291
Mer du Nord	303
Mer de Barents	304
Mer de Norvège	304
Ex-URSS	308

EXTRÊME-ORIENT/OCÉANIE

Japon	313
Chine	315



Chronologie

2014

JANVIER

1 France : un nouveau centre d'expertise technique et scientifique pour aider à la mise en œuvre de la transition écologique et énergétique, promise par le gouvernement, a été créé, ont annoncé ses deux ministères de tutelle, Développement durable et Logement. Le Cerema, établissement public qui rassemble onze services des deux ministères, réalisera des études, essais, et contribuera « au développement de projets innovants » dans des domaines aussi variés que le transport durable, le logement, l'artificialisation des sols, la prévention des risques... Avec 3 100 agents, il regroupe les centres d'études techniques de l'État (Cete), le centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (Certu), le centre d'études techniques, maritimes et fluviales (Cetmef) et le service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements (Sétra).

Union européenne : la Lettonie est devenue le 18^e membre de la zone Euro.

2 Irak/Turquie : le Kurdistan irakien a commencé à exporter ses premiers barils de pétrole brut vers le hub turc de Ceyhan, a annoncé le ministre turc de l'Énergie. Il a toutefois immédiatement précisé que ces premiers barils étaient pour le moment stockés et qu'ils ne seraient pas vendus sur les marchés internationaux sans l'accord du gouvernement irakien, qui insiste pour contrôler directement toutes les exportations de matières premières de son territoire.

7 France : par une lettre, **Shell Exploration and Production France a retiré sa demande du permis exclusif de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux portant le nom de Fregata, et couvrant une superficie de plus de 30 000 km² au large de la Guyane**, est-il indiqué dans le dernier bulletin du BEPH. C'est en août 2012 que la société avait sollicité ce permis pour une durée de trois ans, déposant le même jour une autre demande, celle du permis de Sula. Shell était alors encouragée par la découverte faite en fin d'année 2011 sur le permis de Guyane Maritime. Mais ses espoirs ne se sont finalement pas concrétisés, quatre puits secs faisant suite à la découverte de Zaeydus. En mars puis en mai 2013, Shell avait modifié sa demande du permis de Fregata afin qu'elle ne déborde pas du périmètre mis en concurrence sur la base de la demande de permis « Guyane Maritime UDO » émanant de Total E&P Guyane Française. D'autres demandes ont été déposées pour des permis en Guyane, par Total (Guyane Maritime UDO et Guyane Maritime Shelf), Esso (Awara), Wessex et Saturn (Papillon), Tinamou Cayenne (Kourou), certaines étant en concurrence.

13 France : le premier distributeur indépendant de fioul domestique en France, **Bolloré Énergie, a acquis, comme cela était prévu, les 51 % supplémentaires du capital de LCN (Les Combustibles de Normandie)**, dont il avait pris 49 % en février 2011, a-t-il été annoncé. Cette transaction lui permet de détenir aujourd'hui une part de marché nationale d'environ 15 % dans la distribution de fioul. Bolloré Énergie distribue environ 1,4 million de mètres cubes de produits pétroliers auprès de particuliers et 1,7 million de m³ auprès de transporteurs ou de revendeurs-détaillants, rappelle-t-il.

Royaume-Uni : Total a annoncé son entrée sur des actifs de gaz de schiste au Royaume-Uni. Il a acquis un intérêt de 40 % sur les deux licences PEDL 139 et PEDL 140. Situés dans le bassin du Gainsborough Trough, dans la région des East Midlands, ces actifs couvrent une superficie de 240 km².

Royaume-Uni : le gouvernement britannique a annoncé des avantages fiscaux pour les communes qui accepteront des projets d'exploitation de gaz de schiste. Les communes concernées recevront la totalité de la taxe professionnelle collectée au lieu des traditionnels 50 %, a indiqué le Premier ministre David Cameron. Soit potentiellement jusqu'à 2 millions d'euros supplémentaires par an pour chaque site exploré. « Nous mettons tout en œuvre pour le gaz de schiste », a déclaré M. Cameron, estimant que cette industrie serait synonyme de davantage d'emplois et d'opportunités ainsi que de sécurité économique.

- 17 Pays-Bas** : le gouvernement néerlandais a décidé de **réduire le niveau de production de gaz dans la province Nord de Groningue**, ceci à la suite d'une série d'études ayant montré que cette exploitation était la cause de séismes dans la région. La production sera donc limitée à 42,5 milliards de mètres cubes en 2014 et 2015, au lieu des 90 G.m³ attendus sur les 2 ans. Le manque à gagner sera de 700 M€.
- 20 Monde** : **l'Union européenne et les États-Unis ont suspendu pour six mois une série de sanctions économiques contre l'Iran en réponse au gel par Téhéran d'une partie de ses activités nucléaires**. Tout cela a été fait conformément à l'accord conclu le 24 novembre à Genève entre Téhéran et les pays du groupe 5+1 (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie et Allemagne). Côté européen, le feu vert a été donné par les ministres des Affaires étrangères de l'UE réunis à Bruxelles. À la mi-journée, le 20 janvier, l'Iran a annoncé avoir stoppé l'enrichissement d'uranium à 20 % sur les sites de Natanz et Fordo, commencé à transformer son stock de 196 kg d'uranium à 20 %, et arrêté ses activités sur le réacteur à eau lourde d'Arak. Le pays a aussi commencé à faire preuve auprès de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) d'une transparence accrue dans son programme nucléaire, en permettant des inspections plus fréquentes et fouillées et en lui fournissant davantage d'informations, a souligné le porte-parole de la Maison-Blanche Jay Carney. En échange du gel des activités nucléaires iraniennes, les « 5+1 » vont lever, sur six mois, une partie de leurs sanctions équivalant à près de 7 G\$.
- 26 Mexique** : le pays, via sa compagnie nationale Pemex, a scellé le **premier partenariat avec une compagnie pétrolière étrangère** suite à sa réforme énergétique promulguée le 20 décembre dernier. Cet accord historique entre Pemex et la compagnie russe Lukoil signe un virage dans l'histoire du pays, marquant ainsi la fin du monopole d'État, en vigueur depuis 75 ans. L'accord, signé en marge du forum économique mondial de Davos, stipule une collaboration des deux compagnies dans l'exploration et la production de pétrole.

FÉVRIER

- 3 France** : **Total s'est engagé, après Shell, à ne pas intervenir dans les sites du patrimoine mondial, a annoncé l'Unesco**, saluant une décision historique. Le Comité du patrimoine mondial avait lancé des appels en 2012 et 2013 aux compagnies pétrolières ayant des concessions qui empiètent sur le **Parc National des Virunga, en RDC**, à s'abstenir d'intervenir dans les biens du Patrimoine mondial.
- 5 France** : **les « arrêtés de méthode » réformant les modalités de fixation des prix des carburants dans les départements d'Outre-Mer ont été signés** par les trois ministres en charge de l'Économie, de l'Écologie et de l'Outre-Mer, Pierre Moscovici, Philippe Martin et Victorin Lurel. Cette signature devrait constituer une étape décisive dans le bras de fer qui oppose le gouvernement aux acteurs de la filière des carburants. Cette confrontation, suivie au plus haut niveau de l'État, fait suite à une promesse de campagne de François Hollande de réformer la filière. Elle s'inscrit dans la lutte contre la « vie chère » dans les DOM, dont Victorin Lurel a fait l'un des principaux axes de son action. Concrètement, ces arrêtés vont permettre l'application de trois décrets parus à la fin de décembre 2013 au Journal Officiel. Ces textes, qui ont reçu un avis favorable de l'Autorité de la concurrence, visent à introduire une plus grande transparence dans la formation des prix des carburants routiers dans les DOM et à mieux contrôler les marges des pétroliers. Ces derniers devront notamment justifier les coûts qui s'ajoutent à celui de la matière première (frais de négoce, assurance, fret...). Victorin Lurel espère ainsi faire baisser de quelques centimes le prix de l'essence dans les stations ultramarines.
- 15 Azerbaïdjan** : **Socar a commencé à utiliser le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), qui relie l'Azerbaïdjan à la Turquie via la Géorgie**, a indiqué la société azerbaïdjanaise. Elle a simultanément cessé d'utiliser l'oléoduc Bakou-Novorossiïsk, l'accord russo-azerbaïdjanais de 1996 sur le transit de brut de la mer Caspienne par ce pipeline ayant expiré le 14 février dernier, a-t-elle ajouté. Toutefois, Socar a fait savoir ultérieurement avoir signé un nouvel accord avec le russe Transneft concernant le transport par ce pipeline. « Le lancement du transport de pétrole de Socar par l'oléoduc BTC permet de diversifier les exportations de brut », a indiqué la compagnie.
- 17 France** : **l'Assemblée nationale a affirmé les droits légitimes de la France sur le sous-sol marin autour de Saint-Pierre et Miquelon (potentiellement riche en hydrocarbures)**, dans une résolution adoptée à l'unanimité. Le ministre de l'Outre-Mer, Victorin Lurel, a confirmé à la tribune que le dossier de revendication français serait bien déposé en avril devant la Commission des limites du plateau continental de l'ONU, comme l'avait déclaré le président François Hollande le 23 janvier. Le Canada a déjà fait cette démarche en décembre 2013, estimant que la France n'était éligible à aucune zone maritime en Amérique du Nord, au-delà de l'étroit périmètre qui avait été tracé en 1992 par arbitrage international. Un litige est donc à attendre entre les deux pays.

- 20** **Italie : Shell a annoncé la vente de ses activités de vente au détail, de distribution et d'avitaillement aérien en Italie à Kuwait Petroleum International.** Le réseau de stations-service cédé passera aux couleurs de Q8, enseigne appartenant à Kuwait Petroleum déjà présente dans le pays. La Major anglo-néerlandaise précise cependant qu'elle maintient son importante activité d'exploration et production dans la Botte, ainsi que les activités Lubrifiants, Marine et Gaz & Énergie. Shell explique que cette vente s'inscrit dans sa stratégie de concentrer son activité aval sur des pays et des actifs où le groupe peut se montrer le plus compétitif.
- 21** **Australie : Shell annonce la vente au courtier suisse de matières premières Vitol de ses 870 stations-service et de sa dernière raffinerie en Australie (Geelong) pour 2,6 milliards de dollars US.** Le contrat prévoit également la cession des carburants en vrac, des bitumes routiers et de produits chimiques, ainsi qu'une partie de ses lubrifiants, mais exclut le carburant pour l'aviation.

MARS

- 1** **France : le médiateur national de l'énergie (MNE), Jean Gaubert, se félicite de la publication au Journal Officiel du décret du 27 février 2014 relatif à la procédure applicable en cas d'impayés des factures d'électricité, de gaz, de chaleur et d'eau,** pris en application de la loi Brottes du 15 avril 2013. Ce texte oblige notamment les fournisseurs d'électricité, de gaz et de chaleur à communiquer chaque trimestre au médiateur national de l'énergie, ainsi qu'à la Commission de Régulation de l'Énergie, les informations sur les mesures prises en cas de non-paiement de facture par les clients domestiques : réductions de puissance, suspensions de fourniture et résiliations de contrat. Pour le médiateur, « c'est une mesure de transparence indispensable qui vient d'entrer en vigueur, en appui de la trêve hivernale pour l'électricité, le gaz et la chaleur ».
- 7** **Union européenne : le Conseil de l'Union européenne a adopté un règlement sur la réduction à l'horizon 2020 des émissions de CO₂ des voitures particulières neuves.** L'adoption finale du texte, lors de la session du Conseil « Emploi, politique sociale, santé et consommateurs », fait suite à un accord en première lecture avec le Parlement européen, dont le vote en session plénière avait eu lieu le 25 février dernier. Le nouveau règlement établit les conditions auxquelles sont soumis les constructeurs automobiles pour atteindre l'objectif de 2020 (soit 95 gCO₂/km) des voitures particulières neuves. En 2020, pendant une période d'introduction progressive limitée à un an, l'objectif devra être rempli par 95 % des voitures neuves vendues, cette proportion passant à 100 % dès la fin de 2020.
- 11** **Pologne : le gouvernement polonais a décidé d'exonérer d'impôts jusqu'en 2020 l'extraction de gaz de schiste en Pologne,** a indiqué le Premier ministre Donald Tusk. Après cette date, les impôts ne devraient pas dépasser 40 % des revenus d'exploitation. Une cinquantaine de forages ont jusqu'à présent été réalisés en Pologne. Pour décider de la rentabilité de l'exploitation commerciale, il faudrait quelque 350 forages. Le gouvernement prévoit d'investir à cet effet 12,5 milliards d'euros d'ici à 2020.
- 12** **France : la trêve hivernale des coupures d'électricité et de gaz pour impayés va être prolongée du 15 au 31 mars pour certains clients,** a appris l'AFP auprès du ministère de l'Énergie. Sont seulement concernés les bénéficiaires des tarifs dits sociaux de l'électricité et du gaz, du fonds de solidarité pour le logement, ainsi que les copropriétés chauffées au gaz de GDF Suez et EDF.
- 17** **Russie/Ukraine : le Parlement de la Crimée a officiellement demandé son rattachement à la Fédération de Russie.**

États-Unis : l'American Petroleum Institute célèbre le 65^e anniversaire de la fracturation hydraulique. Cette technologie a été mise en œuvre pour la première fois le 17 mars 1949 à Duncan (Oklahoma) pour exploiter des hydrocarbures de roche mère et de réservoirs compacts.

Russie/Ukraine : le parlement séparatiste de la Crimée a nationalisé les actifs situés dans la péninsule de la société publique ukrainienne Tchernomorneftegaz. Principale entreprise du secteur dans la région, elle s'occupe de l'exploration-production dans la zone ukrainienne de la mer d'Azov et de la mer Noire. Tchernomorneftegaz a extrait en 2012 quelque 12 milliards de mètres cubes de gaz. Le parlement de la Crimée a également nationalisé les biens de la société Oukrtransgaz et de l'Entreprise d'approvisionnement d'hydrocarbures de Feodosia, dans le Sud-Est du pays.